la Marseillaise
www.lamarseillaise.fr

Appel d'aire privée d'ailes

INSERTION

L'association basée à Marseille fait partie des 14 structures qui accueillent des jeunes en errance en Paca et qui ne seront plus aidées par la Région l'année prochaine. La convention entre le conseil régional et la justice devrait se concentrer plus spécifiquement sur l'aide aux victimes.

Page 3

Selon l'association, 450 jeunes stagiaires sont sur le carreau.

En dehors des clous des statistiques arbitraires, 450 jeunes de 16 à 25 ans perdent leur statut et 57 salariés leur emploi. PHOTO M.G.

La Région prend l'insertion à la gorge

Formation

Le conseil régional ne renouvelle pas les Espaces territoriaux d'accès aux premiers savoirs (Etaps) dans la convention qui le lie au ministère de la Justice.

Une annonce brutale pour les 14 établissements et qui laisse plus de 450 jeunes stagiaires sur le carreau.

« *Je suis en détention. Je pense qu'ils ne veulent pas qu'on se réinsère dans la société s'ils cassent tout ce qui est mis en place. On va faire comment ? On nous laisse dans la galère et retourner à des conneries ? Mon père est mort, ma mère, mon petit frère et ma sœur ont besoin de mon aide...* » Entre colère et amertume, l'intervention de Brian, jeune homme de 21 ans en formation métallurgie, fait place à un lourd silence dans la conférence de presse d'Appel d'aire. À la hauteur de la gravité de la situation. Brian a appris il y a seulement deux jours, que le 2 janvier, il se retrouvera privé de statut, ainsi que les 35 stagiaires en formation dans l'association d'aide à la réinsertion de jeunes en rupture scolaire, familiale ou sous mandat judiciaire, qui a pour seul fi-

Au milieu de la menuiserie où trône un superbe prototype d'ULM, primé du fonds d'innovation sociale du conseil de territoire Marseille-Provence et fabriqué par 12 stagiaires des ateliers métallurgie et bois sous l'œil avisé de l'ingénieur aéronautique retraité Daniel Dalby, bénévole pour Appel d'aire, le directeur de la structure, Julien Acquaviva, dresse le décor du drame qui se joue : « *Le 9 décembre, un mail en apparence anodin arrive de la Région qui demande un inventaire des stagiaires et leur nombre d'heures restant à réaliser. Mais c'est ensuite qu'on a compris : alors qu'on s'attendait à une reconduction de la convention qui cadre notre activité, on apprend qu'il n'en sera rien.* » Une décision radicale et sans préavis qui ne laisse que peu de temps pour trouver des solutions pour ces jeunes. Le restaurant d'application les Grands Pins, qui accueille 10 places en Etaps, est également sur la sellette et une formatrice déplore : « *Le pire c'est qu'on ne nous dit rien, on ne nous répond rien...* »

Des stats pour juger

Le conseil régional reproche à Appel d'aire : « *Ce n'est pas sérieux. En 2014-2015, le bilan des Etaps est sans appel : sur 500 jeunes en formation, seuls 174 sont allés au bout et 11 en emploi, soit 2,2 %.* » Ce qui manque de sérieux, c'est bien plutôt de jauger un travail qualitatif à l'aune de statistiques. « *Quand on passe de 5 minutes de capacité de concentration à leur arrivée à 30 heures par semaine de travail en atelier, c'est quand même pas gagné d'avance* », réagit un formateur. « *Une ineptie puisque le temps de parcours n'a aucun sens ici* », réagit Julien. Au-delà de clefs pour apprendre un métier, c'est un vrai travail de reconstruction de la personnalité qui se réalise dans ces ateliers, sans lequel aucune insertion durable n'est possible. Et Appel d'aire n'est pas Pôle emploi.

En revanche, Julien souligne : « *On a une assiduité de 80% contre 60% en lycée pro.* » Un formateur complète, pointant les dégâts du détricotage politique : « *Il y a 30 ans on s'est battu pour faire du spécifique, là Caroline Pozmentier, en charge de la sécurité à la Région, propose de les remettre dans le droit commun. On repart 30 ans en arrière.* » Sans compter que parmi ces jeunes, ceux qui sont dans une situation administrative irrégulière vont passer à la trappe dans ces dispositifs.

Et ni Brian, ni Malik, ni Zak ne sont des statistiques. Juste des êtres humains avec une histoire difficile qui ont intégré une structure qui leur offre de quoi se remettre en selle. La politique d'Estrosi leur claque la porte au nez. Pour certains ce sera une fois de trop. Il reste à peine deux mois pour convaincre l'institution de revenir sur une décision qui les envoie gonfler d'autres statistiques, celles du chômage ou de la délinquance.

Myriam Guillaume

REPÈRES

450 sur le grill

À Marseille, Appel d'aire, Adelies, Sud Formation ou les Apprentis d'Auteuil fonctionnent en Etaps. Au total, 450 stagiaires au bas mot répartis dans 14 établissements de la région Paca sont concernés.

Portes fermées

Appel d'aire interroge : « Qu'en sera-t-il des stagiaires sous mandat judiciaire en aménagement de peine de semi-liberté ou porteurs de bracelets électroniques ? » Les maisons d'arrêt explosent.

Un bungalow à finir

Les stagiaires ont travaillé depuis mai 2016 sur un projet d'habitat mobile d'urgence autonome en énergie pour reloger les victimes de catastrophes naturelles. Il doit être présenté à la Foire de Marseille.

BILLET

Mireille Roubaud

Vers plus ou moins d'humain

● D'un côté les « plus », de l'autre, les « moins ». Nul doute que dans le budget du conseil régional, « Appel d'aire » fait partie des seconds. Lors de la présentation de son bilan d'une année passée à la tête de la Région, Christian Estrosi (LR) n'a, lui, pas manqué de mettre en avant les « plus ». Des financements pour le haut débit, les portiques de sécurité dans les gares, les lycées, les aides aux entreprises et même pour la culture avec une hausse de 9%... Une fois n'est pas coutume, signalons que, sur cette question, la majorité de droite a concrétisé ce qui était une proposition de campagne de la Région coopérative écologiste et citoyenne, liste emmenée alors par Sophie Camard (EELV) et Jean-Marc Coppola (PCF) : la mise en place d'une conférence régionale permanente des arts et de la culture. Mais impossible de faire abstraction des « moins » et de la volonté de la Région de faire des économies. Sur le dos notamment des agents du conseil régional que le président se félicite de « faire travailler plus ».

« Faire face avec des baisses de dotations »

À sa décharge, comme l'ensemble des collectivités territoriales, la Région doit faire face avec des dotations d'État en baisse. Dans la lignée de Nicolas Sarkozy, le gouvernement de François Hollande a fait de l'austérité une règle de conduite. Il n'a pas hésité à faire peser la réduction du déficit public sur les épaules des collectivités locales. Empêtré dans une logique purement comptable, le gouvernement socialiste ne se donne clairement pas les moyens d'appliquer une réelle politique publique. Et à quelques mois de l'élection présidentielle, certaines déclarations de candidats laissent présager du pire. Comme celle de François Fillon (LR) qui propose « un effort de l'ordre de 100 milliards d'euros en cinq ans pour redresser les finances publiques » en réduisant le nombre de fonctionnaires. En alignant des plus et des moins, tout ce petit monde semble avoir fait une croix sur ce qui va au-delà des mathématiques : l'investissement dans l'humain. De quoi rendre pourtant bien plus riche.